



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

## **Comité permanent du commerce international**

---

CIIT • NUMÉRO 069 • 1<sup>re</sup> SESSION • 42<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

**TÉMOIGNAGES**

**Le jeudi 18 mai 2017**

**Président**

**L'honorable Mark Eyking**



## Comité permanent du commerce international

Le jeudi 18 mai 2017

Monsieur, je vous souhaite la bienvenue. La parole est à vous.

• (1525)

[Traduction]

**Le président (L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.)):** Bon après-midi à tout le monde.

Nous avons une belle journée chaude et ensoleillée ici, à Ottawa. Cela fait longtemps que nous attendions le beau temps, après six mois de neige et de pluie. Nous sommes donc heureux d'avoir un temps plus chaud et plus sec.

**L'hon. Gerry Ritz (Battlefords—Lloydminster, PCC):** [*Inaudible*] ... et des choses merveilleuses se produisent.

**Le président:** C'est ce qui arrive quand on a des changements climatiques, monsieur Ritz.

**L'hon. Gerry Ritz:** Essayez donc de dire cela sans sourire.

**Le président:** Quoi qu'il en soit, nous sommes honorés d'entendre quelques témoins qui nous parleront par vidéoconférence du Mexique.

Messieurs, je vous souhaite la bienvenue. Mon gendre vient de Querétaro. Je vais donc régulièrement au Mexique.

**M. Agustín Barrios Gómez (coprésident du groupe de travail sur l'Amérique du Nord de demain, Mexican Council on Foreign Relations):** C'est une très belle ville.

**Le président:** J'y suis allé très souvent.

Messieurs, comme vous le savez, nous avons entrepris une étude. Notre comité est extrêmement occupé. Nous venons de terminer notre examen d'un accord de libre-échange avec l'Europe. Nous avons également effectué une importante étude sur le PTP auquel, bien sûr, le Mexique devait participer. En ce moment, nous concentrons nos efforts sur notre commerce futur avec le Mexique et les États-Unis. C'est évidemment une question qui préoccupe actuellement beaucoup de gens non seulement dans nos trois pays, mais un peu partout dans le monde.

Notre comité a déjà beaucoup voyagé dans l'ouest des États-Unis. De nombreux intervenants canadiens qui ont d'importantes relations commerciales avec les États-Unis et le Mexique sont venus.

Aujourd'hui, nous sommes très heureux d'avoir l'occasion d'entendre quelques témoins qui nous parlent du Mexique. Comme la communication par vidéoconférence n'est pas toujours très fiable, nous allons commencer tout de suite à écouter nos invités du Mexique.

Messieurs, nous nous en tenons habituellement à cinq minutes. Nous vous serions reconnaissants de le faire. Ensuite, il y aura des échanges avec les membres du comité.

Sans plus tarder, nous allons commencer. Du Mexique, nous avons M. Ortega, de la Chambre de commerce canadienne de Mexico.

**M. Armando Ortega (président, Canadian Chamber of Commerce in Mexico):** C'est très aimable à vous, monsieur. Nous sommes très honorés de pouvoir vous parler et de vous faire part de la position de la Chambre de commerce canadienne de Mexico. Nous avons parmi nos membres près de 300 sociétés canadiennes qui ont fait des investissements dans le pays, qui y ont des activités commerciales, qui sont très inquiètes et qui voudraient s'assurer de la défense de l'ALENA.

Comme le mentionne sa lettre ouverte adressée au président Peña le 17 janvier de cette année, la Chambre de commerce considère l'ALENA comme le principal atout commercial international des trois pays, et certainement dans le cas du Canada et du Mexique, à notre avis. J'ai ici cette lettre ouverte qui a été publiée dans l'un des grands quotidiens nationaux. Nous avons également dit qu'après tant d'années d'application de l'ALENA, il est vraiment temps de moderniser l'accord. Nous considérons que le PTP constitue un bon modèle pour cet exercice. Il s'agit d'un exercice qui a déjà été fait avec la participation du Canada et du Mexique.

Nous avons dit en outre que la modernisation devrait toujours viser un renforcement de la compétitivité de la région nord-américaine, compétitivité que l'ALENA a réalisée pendant les nombreuses années où il a été en vigueur pour maintenir une valeur croissante dans toutes les chaînes de commerce et d'investissement.

La dernière chose que nous avons dite est que le Canada — et c'est là un message adressé au Mexique — est un partenaire fiable. Nous sommes d'avis que les négociations devraient être tripartites puisque l'ALENA est un accord tripartite. Comme cela s'est produit durant les négociations, il y a bien des années — je dirai incidemment que j'étais négociateur à l'époque —, le Canada et le Mexique peuvent faire du bon travail en mettant leurs efforts en commun pour moderniser l'accord.

Enfin, en lisant la lettre adressée au Sénat par le représentant au commerce des États-Unis, M. Lighthizer, nous avons été heureux de constater qu'il a explicitement mentionné le concept de modernisation de l'ALENA. Nous souscrivons pleinement à cet objectif. Je crois que cette modernisation figure à notre programme. Elle figure en particulier au programme du gouvernement mexicain. Nous appuyons fortement cette approche. Encore une fois, nous considérons que le PTP sera le principal modèle.

De toute façon, quel que soit l'aboutissement des négociations, c'est une position que nous avons énoncée en public et à d'autres tribunes et que nous avons communiquée à nos représentants au Canada et au Mexique. Nous croyons que les deux pays devraient renforcer leurs relations bilatérales aussi bien au sein de l'ALENA qu'ailleurs. Il y a de nombreux moyens de le faire.

Quoi qu'il advienne de l'ALENA et des négociations, il faudrait faire des efforts pour assurer une négociation réussie du PTP si les 11 pays restants arrivent à réamorcer les pourparlers après le départ de l'un des partenaires. La Chambre est d'avis qu'il faudrait explorer cette option qui, je le crois, en vaut la peine.

C'est tout ce que j'ai à dire, monsieur.

• (1530)

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer au représentant du Conseil mexicain des relations étrangères, M. Gómez.

Allez-y, monsieur. La parole est à vous.

**M. Agustín Barrios Gómez:** Je voudrais commencer par vous remercier ainsi que les membres du comité.

C'est un plaisir et un honneur de participer à ces audiences qui sont sans nul doute très opportunes. Je sais que c'est une simple coïncidence, mais il se trouve que c'est aujourd'hui la date officielle de notification du Congrès par le représentant au commerce des États-Unis au sujet des négociations.

Si vous le permettez, je vais remonter un petit peu dans le temps. Je ne crois pas qu'on insiste suffisamment sur le fait que la seule raison pour laquelle nous vivons cette période déroutante d'incertitude, c'est que les membres de notre génération en Amérique du Nord ont été mis à l'épreuve au lendemain des élections américaines et ne se sont pas montrés à la hauteur.

C'est probablement au Mexique que cela est le plus évident. L'actuel président des États-Unis a basé sa campagne sur l'ignorance et la xénophobie à l'égard du Mexique et des Mexicains. Comme vous le savez, il n'a pris la direction du camp républicain qu'après avoir qualifié les Mexicains de violeurs et a consolidé sa base en lançant le cri de ralliement « Nous allons bâtir le mur ». Il est alors devenu un candidat sérieux aux yeux de beaucoup de gens lorsque les secteurs privés du Canada, des États-Unis et du Mexique et même la candidate démocrate elle-même ont gardé un silence étourdissant lorsqu'il s'en est pris à l'ALENA. Tout à coup, les gens ont considéré qu'il avait raison sur une très importante question de politique. Dès lors, les dés étaient jetés. En toute franchise, nous subissons aujourd'hui les conséquences de notre négligence.

Chaque fois que je m'adresse à un auditoire canadien — je crois que cela est très important —, j'ai un certain nombre de choses à mettre en évidence parce que nos relations avec les États-Unis ne sont pas aussi bien connues au Canada qu'elles devraient l'être.

La première chose est que le Mexique et les États-Unis sont les deux grands pays les plus intégrés du monde. Nous avons la frontière la plus légalement fréquentée du monde, avec 350 millions de passages et 330 postes frontaliers. Le Mexique a autant de gens aux États-Unis — 36,9 millions de Mexicains et de Mexicains-américains — que le Canada compte d'habitants. Parmi ces gens, 80 % sont citoyens américains ou résidents des États-Unis. Par conséquent, les Mexicains des États-Unis ne comprennent pas surtout des gens sans papiers.

En même temps, le Mexique est de loin la plus importante destination des expatriés américains. À n'importe quel moment, il y a

entre 1 et 3 millions d'Américains au Mexique, soit entre 4 et 12 fois plus qu'au Canada.

Les responsables de Washington sont très conscients de l'extraordinaire profondeur de nos relations. C'est la raison pour laquelle Mexico est la seule place, en dehors de Washington, où la totalité des organismes du gouvernement américain sont représentés. C'est la raison pour laquelle la nouvelle ambassade des États-Unis à Mexico est un projet d'un milliard de dollars. C'est du moins ce qu'on croit car, comme c'est souvent le cas avec le présent gouvernement américain, personne ne sait plus vraiment ce qui se passe.

En même temps, le Mexique a aux États-Unis la plus importante présence consulaire de tous les pays qui y sont représentés.

Je vais essayer de faire une synthèse de tout cela. Lorsque j'ai eu l'occasion de présenter le gouverneur du Texas à Mexico, il a dit que nous étions voisins, ce qui m'a amené à le corriger très poliment. Nous ne sommes pas vraiment des voisins, nous sommes plutôt des « colocs ». Tout cela pour dire qu'en fin de compte, comme c'est le cas pour le Canada, la prospérité et la sécurité nationale des États-Unis dépendent directement d'un Mexique coopératif et stable.

Que pense le Mexique en général de ce qui se passe en Amérique du Nord? Il y a sûrement un sentiment de colère face aux insultes et une grande perplexité devant les mensonges proférés, mais il y a surtout le fait que nous n'avons pas la moindre idée de l'orientation de la politique américaine: un jour, l'ALENA est sur le point d'être dénoncé, puis, le lendemain, l'ALENA est sauf parce que, semble-t-il, le président des États-Unis aime bien ses homologues canadien et mexicain. Je ne sais pas si cette sympathie pour le premier ministre Trudeau et le président Peña Nieto est assez durable à moyen et long terme et si elle suffit pour maintenir l'ALENA.

Nous entendons dire ensuite que les États-Unis chercheront à conclure des ententes distinctes avec le Mexique et le Canada. Si vous savez quelque chose de notre position, vous vous rendez sans doute compte que, du moins pour le Mexique, cela est inacceptable. Je crois qu'il en est de même pour le Canada. Je sais que cela n'a pas commencé de cette façon, mais c'est notre impression. Nous sommes bien sûr très désireux de connaître votre point de vue à ce sujet.

Toutefois, s'il faut croire le tableau blanc du stratège en chef de la Maison-Blanche, Steve Bannon, les États-Unis feront de leur mieux pour écarter le reste du monde, suspendre la législation américaine sur les visas et tout le reste.

• (1535)

Le président de Goldman Sachs dit aux Canadiens qu'ils n'ont pas à s'en faire parce que le président des États-Unis les aime bien. J'imagine qu'on peut en déduire que les Mexicains devraient être vraiment inquiets parce qu'il ne les aime pas. Bref, nous ne savons pas vraiment comment interpréter ces choses.

Dans l'interview qu'il a accordée à *The Economist*, le président a dit que le problème de l'ALENA, c'est notre IVA, ou taxe à la valeur ajoutée. Au moins, c'est une chose que le consommateur mexicain peut comprendre, même si, à mon avis, le président ne savait pas vraiment de quoi il parlait. En toute franchise, personne ne le sait.

Quoi qu'il en soit, nous devons traiter avec les États-Unis même si nous avons l'impression qu'il s'agit aujourd'hui non du plus grand et du plus évolué des marchés du monde, mais d'un pays instable du tiers-monde. Nous assistons d'une certaine façon à une « vénézualisation » des États-Unis. En même temps, rien ne se passe. Jusqu'à ce jour, évidemment. Le peso est en baisse. Sa valeur a beaucoup diminué. Nous sommes à près de 20 % au-dessous du cours que nous devrions avoir à cause de tous ces messages sur Twitter, de tous ces mensonges et de tout ce qu'on a dit. Bien sûr, les exportateurs américains en souffrent, comme tout le monde d'ailleurs dans ce climat de crainte et d'insécurité.

Cela m'amène au Canada. Après le malheureux incident causé par les commentaires de l'ambassadeur MacNaughton à Washington, qui ont alimenté les discussions sur l'opportunité de laisser tomber le Mexique pour négocier séparément avec les États-Unis, le Canada en est venu à comprendre ce qui était évident pour nous depuis le début. C'est un sujet dont j'ai eu l'occasion de parler à l'émission *Power & Politics* de CBC, ce qui a entraîné une certaine agitation. J'ai dit que c'était juste une question de temps et que le Canada se rendrait bien compte à un moment donné qu'il était lui-même dans le collimateur. C'est la réalité.

Il serait absurde de penser que des négociations distinctes avec le présent gouvernement américain pourraient être avantageuses pour quiconque. Je suis bien conscient du fait que le milieu canadien des affaires est très désireux de ne pas se faire remarquer. Je suis sûr que vous êtes soumis à des pressions pour vous montrer accommodants, mais je ne crois vraiment pas que ce soit une bonne idée. Je crois qu'il convient de respecter certains principes.

C'est tout ce que j'ai à vous dire pour le moment.

• (1540)

**Le président:** Merci, monsieur. Nous vous sommes reconnaissants de votre description franche et concise de la situation actuelle.

Avant de passer au témoin suivant, je dois dire que notre comité s'intéresse beaucoup à nos relations avec le Mexique, qui sont très importantes. Nous avons eu des conversations à ce sujet lors de notre étude du PTP.

J'aimerais vous dire à tous deux que notre comité envisage de se rendre au Mexique. Nous en sommes au dernier stade de nos préparatifs. Si tout va bien, nous espérons y aller cet automne et avoir l'occasion de vous rencontrer tous les deux.

Je tenais juste à vous dire que nous sommes très proches et que nous sommes encore amis. Nous voulons travailler pour l'avenir.

**M. Agustín Barrios Gómez:** Ce sont d'excellentes nouvelles, monsieur.

Je vous remercie.

**Le président:** Merci à vous.

Monsieur Dade, vous représentez la Canada West Foundation.

**M. Carlo Dade (directeur, Centre for Trade and Investment Policy, Canada West Foundation):** Comptez-vous donner la parole maintenant à Colin ou à moi?

**Le président:** J'ai un troisième témoin. Je m'excuse.

À vous, monsieur Robertson. Je ne vous avais pas reconnu là-bas, au bout de la table. Je m'excuse encore.

Vous venez de Montréal.

**M. Colin Robertson (vice-président et chercheur, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel):** C'est bien cela.

**Le président:** D'accord. Je vous remercie.

À vous, monsieur.

**M. Colin Robertson:** Merci, monsieur le président.

J'ai l'intention de parler des prochaines négociations commerciales, des relations Canada-Mexique et de la nécessité pour les puissances intermédiaires telles que le Canada et le Mexique de défendre le système libéral international fondé sur des règles.

En ce qui concerne le commerce nord-américain, nous avons besoin d'un nouvel accord. L'ALENA a profité aux trois parties — le Canada, les États-Unis et le Mexique —, mais il est temps de faire passer au XXI<sup>e</sup> siècle une ALENA négociée avant l'ère numérique et l'arrivée du commerce électronique.

Le Partenariat transpacifique aurait permis d'atteindre cet objectif pour l'essentiel, mais le gouvernement Trump s'est retiré de cette initiative négociée par le gouvernement Obama. Nous avons donc besoin de nous adapter à la situation actuelle. Un nouvel accord comprendrait des normes dans des secteurs émergents tels que le commerce électronique et le commerce numérique croissant. Nous pouvons également l'améliorer en y intégrant des normes sur le travail et l'environnement.

Nous devons tenir compte de la mobilité de la main-d'oeuvre, et notamment de la reconnaissance mutuelle des titres de compétence. Nous pourrions alors tirer le meilleur parti possible du bassin de compétences de l'Amérique du Nord, que nous avons cependant besoin de maîtriser pour devenir la région la plus compétitive du monde. Cela implique des mesures d'adaptation du commerce afin de garantir aux personnes déplacées par les décisions commerciales ou par l'augmentation de l'efficacité des opérations, grâce à l'automatisation, à la robotique et à l'intelligence artificielle, l'accès à une formation destinée à augmenter leurs compétences ou à les familiariser avec un autre domaine. En procédant ainsi, nous aurons la possibilité de créer, comme l'ALENA l'avait fait dans le passé, un nouveau modèle d'accords commerciaux: des ententes réalistes mais progressistes qui prévoient de donner un coup de main à ceux qui sont déplacés ou ont perdu du terrain.

Une négociation commerciale tripartite menant à un nouvel accord économique nord-américain respecterait la souveraineté des trois pays. Elle serait d'un modèle très différent de celui de l'Union européenne, qui se fonde sur une lourde supervision bureaucratique centralisée. Nous maintiendrions plutôt l'approche actuelle fondée sur des groupes de travail spéciaux pour maintenir et actualiser l'accord afin de permettre une amélioration continue dans des domaines tels que les transports.

Au cours des prochaines semaines, il y aura à Washington beaucoup de bruit et de déclarations absurdes concernant le Canada et les États-Unis. Nous devons faire la distinction entre le réel et ce qui n'est que du théâtre. Pour reprendre les mots du grand Gretzky, nous devons « aller où va la rondelle » en gardant les yeux sur le filet et sur les buts que nous voulons et pouvons marquer.

En ce qui concerne les relations Canada-Mexique, l'ALENA les a transformées: nous sommes passés de rapports cordiaux distants fondés sur un voisin commun à des relations quasi familiales. Aujourd'hui, il y a un trafic touristique annuel croissant dans le cadre duquel 2 millions de Canadiens visitent le Mexique, surtout pendant l'hiver. Les investissements canadiens dans les mines, la fabrication et les services bancaires se sont multipliés tandis que le commerce a plus que triplé, le rythme de croissance ayant même dépassé celui que nous avons avec nos partenaires traditionnels d'Europe et du Japon. Aujourd'hui, le Mexique se classe troisième en importance parmi nos plus grands partenaires commerciaux, mais cela n'est pas réciproque. L'investissement mexicain n'a jamais vraiment démarré au Canada, avec une importante exception: l'acquisition par le Grupo Bimbo de Canada Bread en 2014. L'entreprise compte maintenant 17 boulangeries qui emploient plus de 4 000 personnes un peu partout au Canada.

L'imposition du visa en 2009 a presque réduit de moitié les visites de Mexicains au Canada, ce qui a considérablement ralenti le tourisme, les études et l'investissement au Canada. La suppression du visa en décembre dernier et son remplacement par l'autorisation de voyage électronique a entraîné une augmentation sensible des visites de Mexicains au Canada. Nous avons déjà commencé à en profiter. Nous accueillons plus de touristes, mais nous devrions faire davantage de promotion touristique. Nous nous attendons à recevoir plus d'étudiants, surtout après les déclarations du président Trump concernant la construction d'un mur le long de la frontière mexicaine. Nous devrions encourager les visites de recrutement organisées par les écoles intermédiaires et secondaires, les universités, les écoles de formation professionnelle ainsi que les visites de ministres provinciaux de l'Éducation.

Au-delà des étudiants, nous pouvons réaliser beaucoup plus de projets conjoints de recherche dans les domaines de la fabrication et de l'agroalimentaire. À long terme, la simplification des formalités d'entrée au Canada devrait aussi engendrer davantage d'investissements, mais nous devons cibler les investissements mexicains adaptés au Canada. À cet égard, les domaines les plus prometteurs sont l'automobile, les pièces automobiles, l'énergie et les services énergétiques.

Goldman Sachs estime que, d'ici 2050, le Mexique dépassera la Chine au chapitre du PIB par habitant. Le pays a déjà une classe moyenne de 40 millions d'âmes. Le Mexique est notre tremplin si nous voulons profiter du potentiel des Amériques. Nous avons déjà le statut d'observateur privilégié à l'Alliance pacifique, qui regroupe le Mexique, le Pérou, la Colombie et le Chili. À court terme, le premier ministre Trudeau doit diriger avant la fin de l'année une mission « Équipe Canada » composée de premiers ministres provinciaux, de dirigeants de sociétés et de présidents d'universités, qui se rendra au Mexique afin de resserrer les liens entre les deux pays et de mettre en évidence notre solidarité avec le Mexique dans la négociation du nouvel accord nord-américain.

La présence de M. Trudeau à Mexico, aux côtés du président Peña Nieto, témoignera d'une solidarité qui sera appréciée au Mexique. Elle sera également reconnue aux États-Unis et encouragera nos nombreux alliés au Congrès, dans les États, dans les milieux d'affaires et même au sein du gouvernement Trump.

• (1545)

Un partenariat vigoureux avec le Mexique joue déjà à notre avantage mutuel, mais il reste encore à réaliser le plein potentiel des relations entre les deux pays.

En ce qui concerne les craintes des puissances intermédiaires, nous vivons dans un monde de confusion. Le système libéral international fondé sur des règles, avec son architecture de soutien, que les Canadiens ont édifié de concert avec d'autres après la Seconde Guerre mondiale, a favorisé la paix et créé les conditions voulues pour une croissance et une prospérité extraordinaires. Aujourd'hui, le système subit de fortes pressions qui nécessitent une réforme et un rajeunissement. Les puissances intermédiaires doivent en faire davantage. La Chine et la Russie aimeraient rétablir les sphères d'influence et un concert des grandes puissances qui ne seraient pas favorables aux intérêts du Canada ou du Mexique.

Les États-Unis, qui ont garanti ce système et l'ont bâti sur leur puissance militaire, veulent que les États d'optique commune partagent davantage leur fardeau. Nous devons le faire car, il faut bien l'admettre, les États-Unis soutiennent le système grâce auquel Canadiens et Mexicains ont prospéré. Nous devons nous joindre aux puissances intermédiaires d'optique commune, comme le Mexique, pour réaffirmer notre appui et notre attachement au système libéral international fondé sur des règles. Nous devons commencer par adopter une nouvelle approche progressiste du commerce durable et de la mobilité de la main-d'oeuvre en partenariat avec le Mexique et d'autres puissances intermédiaires démocratiques afin d'entreprendre la réforme et le rajeunissement souhaités.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Robertson.

Nous allons maintenant passer à M. Dade, de la Canada West Foundation.

Merci de vous joindre à nous aujourd'hui, monsieur.

C'est vous qui allez conclure cette série d'exposés. La parole est à vous.

[Français]

**M. Carlo Dade:** Merci beaucoup, monsieur le président. C'est un grand honneur de prendre la parole après MM. Colin Robertson et Augustin Barrios, que je connais depuis longtemps, ainsi que M. Armando Ortega, dont je n'ai pas eu l'occasion de faire la connaissance.

Avant tout, j'ai besoin de remercier le Comité de m'avoir invité à communiquer quelques points de vue sur les perspectives de l'Ouest du Canada et aussi sur les perspectives d'un long travail avec l'Amérique du Nord.

[Traduction]

Je voudrais aussi présenter Canada West en vous transmettant les meilleurs voeux de notre PDG, votre ancienne collègue Martha Hall Findlay qui, je crois, a collaboré avec beaucoup d'entre vous auparavant.

Vous noterez que mon exposé est très différent des exposés présentés dans le passé. Il est plus officiel. Mme Findlay m'a donné des instructions strictes pour que je change d'attitude en me présentant à nouveau devant le Parlement. Par conséquent, comme nous avons une nouvelle PDG, vous constaterez des changements en ce qui concerne Canada West.

J'étais tout seul à comparaître devant le Comité des affaires étrangères ce matin. Je vais donc résumer le témoignage beaucoup plus détaillé que j'y ai présenté, en tenant compte des nouvelles que nous venons juste recevoir de Washington cet après-midi.

Le Congrès ayant reçu du gouvernement des États-Unis un mémoire écrit énonçant ses objectifs concernant la négociation de l'ALENA, nous avons abordé ce que j'appellerai la phase TPA des négociations. Nous sommes déjà sortis de la phase ou de la période pendant laquelle la politique commerciale américaine était annoncée dans les messages Twitter envoyés par Donald Trump à 2 heures du matin.

Nous sommes maintenant dans une période où c'est le Congrès qui contrôle la politique commerciale américaine. Cela ne veut pas dire que Trump n'aura plus d'influence sur la politique du gouvernement, mais il y aura maintenant plus d'équilibre. L'article 1er, section 8, clause 3 de la Constitution des États-Unis concernant le commerce confère au Congrès le pouvoir de réglementer le commerce entre les États-Unis et les États étrangers, entre les États des États-Unis et avec les nations indiennes.

Il est clair que le commerce est un domaine de responsabilité relevant du Congrès. La négociation des accords est évidemment la responsabilité du gouvernement, mais la législation et les règles relatives au commerce et aux tarifs ainsi que tous les accords que le gouvernement négocie doivent être approuvés par le Congrès. Nous abordons maintenant une ère dans laquelle le Congrès commencera à exercer son contrôle. Je ne parle pas des 20 dernières années de l'histoire des négociations commerciales des États-Unis. Je parle plutôt du dernier mois et demi ou des deux derniers mois.

Le 21 mars, le secrétaire Ross et le représentant intérimaire au commerce Vaughn ont comparu devant le Comité des finances du Sénat pour parler de leurs projets commerciaux et de la renégociation de l'ALENA. D'après *Politico* et d'autres sources de la capitale américaine, le secrétaire Ross a essayé de glisser dans son témoignage une notification signifiant l'intention du gouvernement de renégocier l'ALENA.

Ron Wyden, le membre démocrate le plus haut placé, et les autres membres du comité lui ont plus ou moins ri au nez. Cette forme de notification n'était pas recevable.

Il faut présenter un mémoire écrit expliquant de quelle façon les positions de négociation du gouvernement sont alignées sur les priorités établies dans la législation TPA sur les pouvoirs de promotion du commerce. Ensuite, le gouvernement doit écouter le point de vue du Congrès et non seulement répondre, mais intégrer dans ses propositions les changements demandés par le Congrès, le Sénat et le Comité des voies et moyens. Il doit enfin expliquer comment il entend avancer. Cela n'avait pas été fait.

La tentative suivante du gouvernement a consisté à proposer que le représentant intérimaire au commerce Vaughn le fasse. La proposition a encore une fois été rejetée, la moitié des membres du comité ayant dit: « Non, il faut que ce soit le représentant au commerce. » D'après ce que nous savons, le Congrès a pris des mesures pour renforcer son rôle et n'a jamais cédé au gouvernement son pouvoir de contrôle de la politique commerciale. Il l'a seulement délégué. Nous avons donc affaire à un Congrès qui, de toute évidence, exerce plus d'influence.

Je crois que nous devons vraiment tenir compte du rôle que le Congrès joue et continuera probablement à jouer si on se base sur les récents événements, non des 20 dernières années, mais des deux derniers mois et même sur les questions qui ont été posées aujourd'hui au nouveau représentant au commerce.

La législation TPA impose très clairement au gouvernement de renseigner le Congrès et de lui donner accès aux documents de négociation des États-Unis et de leurs vis-à-vis. Tout semble indiquer que le Congrès exigera cela du gouvernement.

● (1550)

Nous arrivons à une période d'équilibre. Il sera donc moins important de se réveiller à 2 heures du matin pour voir ce que Donald Trump aura écrit sur Twitter, compte tenu du rôle que devrait jouer le Congrès.

Qu'est-ce que cela signifie pour nous et pour le Canada? Nous aurons un certain nombre de choses à faire. Premièrement, il y a les finances et les voies et moyens. Ce sont les domaines sur lesquels nous devons concentrer nos efforts à Washington. Si vous vous rendez dans la capitale américaine, je vous suggère humblement d'aller voir les responsables de ces secteurs. Concentrez-vous à fond sur les membres du comité. Apprenez à les connaître et à travailler avec eux sur les négociations. Collaborez également avec nos homologues mexicains pour qu'ils fassent la même chose, en ciblant les membres du comité. Je suis persuadé que Lloyd Doggett, du Texas, accepterait probablement de parler aux Mexicains, compte tenu de l'importance du commerce avec le Mexique pour sa circonscription.

Ce sont là des stratégies non seulement pour le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international — je m'excuse de lui donner encore ce nom —, mais aussi pour le Parlement.

Deuxièmement, nous devons nous efforcer de prendre contact avec les gens que les membres du Congrès écoutent. Lorsqu'il y a une crise Washington ou des problèmes relatifs à l'ALENA, les représentants américains ne répondent pas nécessairement aux appels de l'ambassadeur du Canada, mais je vous garantis qu'ils répondront à un appel venant du Président de l'assemblée législative, du gouverneur ou de la Chambre de commerce de leur État. En établissant de tels contacts, nous disposerions d'un moyen unique de communiquer avec les parlementaires américains et de les influencer dans le cadre de relations à l'échelle infranationale.

Nos premiers ministres provinciaux et nos présidents d'assemblées législatives provinciales sont à Washington. Nous avons des représentants au U.S. Council of State Governments, à la PNWER, au Council of the Great Lakes Region et à la New England Governors Association. Nous devons en tirer parti, comme nous l'avons déjà fait dans le passé.

Le problème réside en partie... C'est un secret de polichinelle que le greffier du Conseil privé a dit aux premiers ministres provinciaux que les provinces doivent en faire davantage pour influencer les États. Nous demandons aux provinces et à leurs premiers ministres d'en faire plus, mais nous connaissons la situation budgétaire de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Alberta et même de la Colombie-Britannique. Nous demandons aux provinces d'en faire plus à un moment où nous savons qu'elles manquent de moyens. Nous avons essayé de persuader Diversification de l'économie de l'Ouest de créer un fonds pour contribuer au financement des activités de promotion infranationales pour que les provinces puissent faire la même chose que nous auprès des États et profiter des relations particulières qui existent pour exercer leur influence.

Je voudrais enfin noter que l'Amérique du Nord n'est pas l'ALENA. Nous confondons souvent l'ALENA avec l'intégration nord-américaine. Même dans les témoignages donnés ici et au Comité des affaires étrangères, les gens parlent du Conseil de coopération Canada-États-Unis en matière de réglementation en pensant qu'il fait partie de l'ALENA. Nous avons constamment réussi à réaliser l'intégration grâce à ce conseil et aux programmes pour les voyageurs dignes de confiance. À un moment où nous parlons d'éliminer l'ALENA, des travaux se poursuivent en vue de combiner le Conseil de coopération Canada-États-Unis et le conseil équivalent États-Unis-Mexique. À un moment où nous parlons de construire des murs en Amérique du Nord, nous nous efforçons encore de fusionner nos deux programmes distincts pour voyageurs dignes de confiance afin d'avoir un programme unique nord-américain.

Non, tout cela ne se substitue pas au renouvellement ou à l'élimination de l'ALENA, mais il est important de noter qu'il y a d'autres moyens de faire avancer nos intérêts économiques liés à l'intégration en Amérique du Nord: renforcement de la coopération en matière de réglementation ou, comme nous l'avons fait dans un exposé présenté à un groupe parlementaire américain, envisager des projets tels que la création d'une banque nord-américaine de l'infrastructure. Il s'agit du genre d'initiative ciblée et à petite échelle qui peut aider les Américains à résoudre leurs problèmes en matière d'infrastructure frontalière et profiter vraiment au Canada en nous aidant à traiter avec les Américains.

Je m'arrête là. Ce sont les choses que nous pouvons faire. Aujourd'hui est un jour important. Nous devons être prêts à aborder une ère plus équilibrée. Nous pouvons finalement dormir la nuit sans trop craindre les messages de 2 heures du matin de Donald Trump.

• (1555)

**Le président:** Merci, monsieur Dade.

Vous avez raison. Nous n'aurions pas pu mieux planifier notre réunion d'aujourd'hui. Les témoins sont venus nous encourager à foncer pour renforcer nos relations.

Nous allons maintenant passer aux questions des députés. Je vais d'abord donner la parole aux conservateurs, pour cinq minutes.

Monsieur Hoback, la parole est à vous.

**M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC):** Merci, monsieur le président.

Carlo et les autres collègues, je vous remercie pour ces exposés. J'ai travaillé sur ces questions en arrière-plan, comme vous l'avez fait. Vous venez de confirmer les données que j'ai vues en examinant les calendriers et en déterminant s'il est réaliste d'envisager d'agir au moment opportun, compte tenu des élections qui auront lieu au Mexique et des élections à mi-mandat des États-Unis. Cela nous éclaire sur ce qui peut arriver à court, à moyen et à long terme. Vous avez fait du bon travail.

Je voudrais m'adresser à mon ami mexicain Augustin. Nous nous sommes déjà rencontrés au Mexique. Si vous vous en souvenez, nous avons assisté ensemble à une réunion. Nous parlions de la nécessité pour le Canada et le Mexique de faire avancer leur programme commercial et des moyens de faire nous-mêmes les choses si les États-Unis refusent de participer.

**M. Agustín Barrios Gómez:** Absolument.

**M. Randy Hoback:** C'est une chose que je voulais vous demander. Vous avez abordé les produits agricoles. Vous avez parlé des importations de maïs du Mexique, qui viennent surtout des États-Unis, et des efforts déployés pour trouver d'autres marchés. Nous

avons ici, au Canada, de l'orge de très bonne qualité que vous aimeriez bien, je crois, ainsi que du maïs. Je voulais simplement le mentionner.

Compte tenu de votre connaissance de la politique mexicaine, comment, à votre avis, se dérouleront ces négociations et comment s'inscriront-elles dans votre calendrier politique si vous avez des élections cet automne? Avec des primaires au printemps et des élections à mi-mandat en juin prochain, à Mexico, comment tout cela s'arrangera-t-il?

• (1600)

**M. Agustín Barrios Gómez:** Il s'agit de l'État de Mexico, qui est le plus grand du Mexique. L'État de Mexico compte 16 millions d'habitants, de sorte qu'il s'agit de très importantes élections, qui jouent aussi le rôle d'indicateur. C'est un État où le PRI n'a jamais perdu.

En toute franchise, cela tombe très mal. Le grand avantage que nous avons à l'heure actuelle — j'entends par « nous » les libéraux, dans le sens classique, britannique du terme, c'est-à-dire les gens qui croient à la liberté économique, au libéralisme fondamental, à la primauté du droit et à la démocratie et qui luttent en faveur de ces principes —, c'est que nous en sommes au point où les Mexicains s'entendent pour dire que le libre-échange, et particulièrement le libre-échange nord-américain, est une chose qu'il vaut la peine de défendre. Cela nous donne plus de latitude que nous n'en aurions autrement.

Je ne sais pas combien de temps cela durera. Comme vous le savez, ces vacuités du pouvoir ont tendance à être rapidement comblées. Si les groupes d'intérêts, particulièrement du secteur agricole, mais aussi du secteur manufacturier, commencent à sentir l'odeur du sang, ils voudront obtenir une protection. Nous l'avons vu dans le cas d'un groupe de la campagne dont les membres sont sortis protester dans les rues de Mexico en demandant à être inclus dans la renégociation de l'ALENA.

Je vais m'en tenir à cela. Pour ce qui est de l'agriculture, le Mexique se rend compte à l'heure actuelle que les électeurs blancs de l'Iowa sont pris beaucoup plus au sérieux que les électeurs bruns du Texas ou de la Californie. Compte tenu de cette réalité, nous avons pris conscience du fait qu'il est très important de signaler aux États-Unis que ces emplois sont en péril et que nous cherchons d'autres sources d'approvisionnement. Nous ne tenons pas à le faire. Nous sommes très heureux de faire partie de la chaîne d'approvisionnement nord-américaine. Nous aimons bien acheter nos produits en Amérique du Nord. Nous croyons très fort à l'ensemble de la région et voulons la protéger comme telle. Nous voulons qu'elle soit plus compétitive, mais il y a certaines choses que nous ne pouvons pas accepter les bras croisés.

**M. Randy Hoback:** La sécurité faisait partie au départ des motifs de mise en place de l'accord commercial entre les États-Unis et le Mexique, accord auquel le Canada s'est joint pour créer l'ALENA. À votre avis, quel sera le rôle de la sécurité et le rôle de ces négociations si le Mexique devient le mur de l'Amérique du Nord? Au Mexique, vous avez affaire à beaucoup de mauvais sujets qui, grâce à vos efforts, n'aboutissent pas au Canada. De quelle façon cela s'inscrit-il dans les négociations?



**M. Agustín Barrios Gómez:** La sécurité est sûrement un élément essentiel. C'est une question difficile. Bien sûr, le crime organisé se sert d'armes américaines au Mexique. L'argent utilisé pour corrompre les agents de la police locale vient aussi du trafic de la drogue. En fin de compte, ce trafic, qui constitue une très grande force économique, aboutit dans ces localités et ces municipalités. Les trafiquants arrivent et corrompent les services de police municipaux. Une fois cela fait, ils demandent aux gens de faire un choix entre « le plomb et l'argent ». Autrement dit, ils leur disent : « Je peux soit vous tuer avec tous les membres de votre famille soit vous rendre riche. Je préfère vous rendre riche parce que je veux faire de vous mon complice. »

Je crois que nous passons beaucoup trop de temps à penser à la corruption comme si c'était une simple question d'acceptation d'un pot-de-vin. La partie « plomb » de l'équation — celle où on dit aux gens qu'on va les transformer en passoire — est souvent beaucoup plus dangereuse que la primauté du droit. Voilà ce qui se passe. Et tout est financé par l'argent de la drogue. Une fois que les trafiquants ont établi ces bases, ils commencent à étendre leurs opérations: enlèvements, extorsions et toutes sortes d'autres rackets. C'est un aspect que nous devons examiner avec un grand soin.

Pour ce qui est de la sécurité continentale, toute notre législation sur les visas...

**Le président:** Je regrette, monsieur. Quelqu'un d'autre voudra peut-être revenir sur ce point particulier. Nous devons respecter notre horaire.

• (1605)

**M. Agustín Barrios Gómez:** Oh, je m'excuse.

**Le président:** Non, ce n'est pas votre faute. Il arrive que les questions exigent une longue réponse.

**M. Randy Hoback:** C'est vraiment difficile. Il ne vous accorde que cinq minutes...

**Le président:** Vous en êtes déjà à plus de six. Je vais donc passer à M. Fonseca.

À vous, monsieur, vous avez cinq minutes.

**M. Peter Fonseca (Mississauga-Est—Cooksville, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je remercie aussi les témoins.

Je suis heureux de voir que, dans vos exposés, vous avez dans l'ensemble beaucoup insisté sur les aspects positifs de l'ALENA. Nous avons peut-être tenu ALENA pour acquise pendant trop longtemps. Peut-être avons-nous, comme Canadiens, été trop humbles parce que nous n'aimons pas tromper — excusez le jeu de mots — à propos de toutes les grandes réalisations attribuables à l'ALENA au chapitre de la création d'emplois et de la qualité de vie que nous sommes en mesure d'assurer à notre population.

Nous basant sur ces aspects positifs, etc., nous avons créé une solide stratégie. Nous nous sommes rendus dans les États pour parler aux politiciens, aux chefs d'entreprise, aux associations, aux intervenants et aux organisations. Nous avons adopté une approche pangouvernementale réunissant tous les partis pour être en mesure de transmettre notre message, un message d'éducation et de sensibilisation.

J'aimerais savoir quelle stratégie le Mexique a adoptée. Est-ce une stratégie semblable ou différente? Avez-vous établi des contacts avec les personnalités influentes et les décideurs des États-Unis?

**M. Agustín Barrios Gómez:** Votre question s'adresse-t-elle à moi ou à Armando?

**M. Peter Fonseca:** Je vous prie de commencer, monsieur Gómez. M. Ortega pourra répondre ensuite.

**M. Agustín Barrios Gómez:** Je dirais très succinctement que nous avons commencé très mal. Il y a des millions de relations établies à une échelle très localisée. Nos villes frontalières, nos villes jumelées ont malheureusement tendance à observer de haut en bas. C'est ce que nous appelons la « mentalité de la tour d'ivoire ». On regarde au nord et au sud sans tourner le regard vers l'est ou l'ouest. Le résultat, c'est que la motivation, la raison d'être de notre commerce et de notre situation frontalière a été détournée par ceux qui veulent s'en servir à leurs propres fins politiques. Bref, nous avons été négligents au chapitre des rapports que nous aurions dû avoir avec tous les intervenants.

Je voudrais en fait donner un conseil à nos homologues canadiens. Je sais que le Canada a été un peu plus dynamique. J'étais au Colorado lorsque le consulat général du Canada a organisé différentes activités et a invité tous les politiciens locaux. C'est une très bonne chose. Toutefois, je crois que le Canada et le Mexique auraient vraiment intérêt à faire une liste de ces intervenants et à élaborer une stratégie concertée. Nous devons prendre ce travail à cœur et conjuguer nos efforts et nos résultats pour que nos contacts soient plus fructueux.

**M. Peter Fonseca:** Monsieur Ortega.

**M. Armando Ortega:** Je crois que nous avons l'exemple de ce que le Mexique a fait lors des négociations initiales de l'ALENA. Les efforts déployés par le Mexique, surtout aux États-Unis, mais un peu aussi au Canada, ont été exceptionnels.

Je partage par ailleurs le point de vue d'Agustín Barrios Gómez. Nous avons tenu l'ALENA pour acquise et nous sommes reposés sur nos lauriers. Bien sûr, les gens d'affaires ont très activement établi toutes sortes de contacts et de chaînes de valeur. Toutefois, si j'ai bien compris votre question, nous avons perdu la motivation et la raison d'être. D'une certaine façon, nous ne pensions pas qu'il était important de persuader quiconque des vertus et des avantages de l'ALENA.

C'est une chose que nous devons recommencer à faire. Le moment est bien choisi. Nous aurions pu le faire plus tôt. Nous aurions probablement pu — peut-être pas — changer nos arguments en fonction de la situation politique de l'année dernière, au cours de la campagne électorale des États-Unis. C'est cependant le bon moment pour le faire.

Je dirai très rapidement, au sujet de l'agriculture, que lorsque nous avons entendu au Mexique toutes les attaques contre l'ALENA, le gouvernement mexicain a agi sans tarder en s'adressant aux producteurs agricoles du Canada et d'autres pays. Nous pouvons théoriquement dire qu'il est possible de faire des substitutions d'exportations, mais cela est certain dans le cas des importations, surtout dans le secteur agricole. Dans ce cas, nous pouvons facilement faire la transition entre les États-Unis et le Canada ou le Brésil, l'Argentine, etc.

Le ministère de l'Agriculture a collaboré très étroitement avec Agriculture Canada et les producteurs canadiens. Cela se produira lentement, et je dirais que les Américains perdront au moins une partie de leur part du marché mexicain.

• (1610)

**Le président:** Nous allons maintenant passer au NPD.

À vous, madame Ramsey.

**Mme Tracey Ramsey (Essex, NPD):** Je remercie tous les témoins de leur participation aux travaux du comité aujourd'hui. Vous nous avez donné de quoi réfléchir en cette importante journée, compte tenu des nouvelles que nous avons reçues cet après-midi.

Monsieur Gómez, vous avez parlé d'ignorance et de xénophobie aux États-Unis. Tout d'abord, les Canadiens n'appuient pas du tout cela. Il est notoire, je crois, que, pour nous, les relations du Canada avec le peuple mexicain se basent sur une compréhension et une appréciation commune de la culture. De toute évidence, nous n'appuyons rien de ce qui est venu de la Maison-Blanche à ce sujet.

Vous avez soulevé une importante question concernant les droits de la personne. C'est un élément essentiel qui, à mon avis, doit faire partie de tout accord commercial. Dans le cadre de la renégociation de l'ALENA, nous aurons, je crois, l'occasion de renforcer les droits de la personne, domaine dans lequel le Canada peut jouer un rôle de premier plan. Pouvez-vous nous parler de l'importance qu'il y a pour le Canada de jouer ce rôle pour rétablir la paix au Mexique et étendre nos droits de la personne à d'autres pays?

**M. Agustín Barrios Gómez:** Je vous remercie, madame Ramsey, tout d'abord pour avoir partagé votre vision. J'ai grandi en partie au Canada, et ce sont là des valeurs que j'ai certainement acquises ici quand je n'étais qu'un petit garçon. J'aime entendre cela aussi souvent que possible.

En ce qui concerne les droits de la personne, c'est un énorme enjeu. Il y a certainement là d'importantes leçons que nous pouvons apprendre du Canada, qui a joué un rôle à cet égard à l'échelle mondiale. Je crois qu'il y a d'excellents leçons à tirer de l'expérience canadienne. Dans mon cas particulier, j'ai utilisé l'exemple des services de police communautaire de la GRC pendant que je travaillais au secrétariat de la Sécurité publique à Mexico. Du moins à l'époque — mais je suis sûr que c'est encore mieux aujourd'hui —, la GRC avait un modèle génial de police communautaire. C'est une chose concrète que nous pouvons utiliser. Ici, à Mexico, nous voulions nous en servir dans le cadre d'un projet pilote qui, malheureusement, n'a pas obtenu le financement nécessaire des autorités législatives. Je crois que les leçons sont là et que c'est un domaine dans lequel le Canada peut jouer un rôle de première importance, surtout en ce qui concerne le modèle de police communautaire de la GRC.

**Mme Tracey Ramsey:** Je vous remercie.

On a beaucoup parlé au Canada du fait que nos deux pays peuvent ensemble contrebalancer la puissance américaine. On peut citer en exemple le règlement du différend concernant la législation sur l'étiquetage du pays d'origine. Pouvez-vous nous parler de la mesure dans laquelle l'action commune du Canada et du Mexique a aidé les deux pays à régler un conflit comme celui de l'étiquetage du pays d'origine?

**M. Agustín Barrios Gómez:** Je commencerai par dire que, surtout en ce moment, ce sont les Canadiens et les Mexicains qui se comportent en adultes. À mon avis, leur rôle consiste moins à contrebalancer la puissance des États-Unis qu'à défendre une valeur très profondément américaine. De bien des façons, il nous appartient à l'heure actuelle d'assumer le leadership au moment où il n'y en a pas chez nos voisins. Pour ce qui est de notre coopération, elle se ramène au fait que nous devons comprendre qu'il s'agit d'un accord tripartite et que nous devons le considérer comme tel. Nous ne pouvons être forts qu'en nous attaquant ensemble au protectionnisme et à la xénophobie que manifeste l'exécutif américain.

En ce qui concerne la législation sur l'étiquetage du pays d'origine, nous devrions revoir notre position et nous assurer de sa solidité par

rapport aux conditions de règlement du différend. La question est mentionnée dans la lettre de Robert Lighthizer. C'est un message d'environ une page et demie qui ne donne pas vraiment une très bonne idée de ce qui se passe, mais qui mentionne la chose. Le Canada et le Mexique doivent rester solidaires dans ce domaine.

**Mme Tracey Ramsey:** De toute évidence, les États-Unis énoncent leurs priorités dans le cadre d'une renégociation de l'ALENA. Au Canada, nous avons décidé d'attendre pour voir ce qu'ils vont proposer. Au Mexique, je sais que vous faites beaucoup de travail. J'aimerais que vous nous parliez des principales priorités mexicaines dans le contexte de vos relations avec le Canada.

**M. Agustín Barrios Gómez:** C'est drôle à dire, mais nos principales priorités correspondent assez bien au contenu de cette lettre d'une page et demie du représentant américain au commerce. Nous croyons qu'il serait opportun de moderniser l'ALENA. Nous nous intéressons aux mesures phytosanitaires, et nous croyons qu'il y a d'extraordinaires possibilités dans les procédures douanières, le commerce numérique et les droits de propriété. Nous nous intéressons à tous les aspects que nous avons examinés dans le contexte du PTP.

Quiconque s'y entend un peu en matière de commerce sait qu'il fallait aboutir à une ALENA améliorée de deuxième génération. C'est à cela que nous voulons revenir. J'ose même dire que, curieusement, ces priorités sont partagées par les trois partenaires, du moins à ce stade de la saga qui se déroule à Washington.

●(1615)

**Le président:** Merci, monsieur.

Nous allons maintenant passer à Mme Ludwig.

Madame, la parole est à vous.

**Mme Karen Ludwig (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, Lib.):** Je vous remercie.

*Buenas tardes. Mucho gusto.*

Ma première question s'adresse au señor Ortega.

Vous avez parlé de 300 sociétés canadiennes qui sont membres de la Chambre de commerce. Avez-vous pris contact avec toutes ces entreprises pour connaître leurs réactions ou leurs préoccupations face à toute perturbation de l'ALENA? Je vais essayer de situer cela dans un contexte plus vaste. Nous avons cherché à déterminer de quelle façon des perturbations quelconques de l'ALENA entraîneraient des pertes d'emplois dans les trois pays. Beaucoup d'Américains ont l'impression que le démantèlement de l'ALENA créerait des emplois aux États-Unis. Que pensent à cet égard les sociétés membres de la Chambre de commerce de Mexico?

**M. Armando Ortega:** Je vous remercie de votre question.

Avant de rédiger la lettre ouverte que nous avons adressée au président Peña Nieto le 17 janvier dernier, nous avons procédé à des consultations internes avec nos membres. Je ne dirai pas que nous les avons tous interrogés, mais nous avons certainement pris contact avec des représentants de tous les secteurs qui font partie de la chambre: fabrication, mines, services pharmaceutiques, etc.

La position générale est que l'ALENA constitue un atout très précieux. Un accord de libre-échange garantit non seulement l'accès, mais aussi la certitude de l'accès. Nous avons entendu dire, il y a quelques mois ou même quelques semaines, que des membres du gouvernement des États-Unis souhaitent démanteler les mécanismes de règlement des différends de l'ALENA qui, comme vous le savez, comprennent le chapitre 11 sur l'investissement, le chapitre 19 sur le dumping et les droits compensateurs et le chapitre 20, qui traite de questions générales. Nos membres, et surtout les Canadiens qui ont investi au Mexique, s'inquiètent beaucoup de tout affaiblissement de ces mécanismes. Il est certain que tout impact lié à l'ALENA se traduirait, comme vous l'avez dit à juste titre, par des pertes d'emplois et un environnement d'incertitude.

D'après les tenants de l'autre position, l'article 2205 de l'accord traite du cas hypothétique où l'un des membres — en l'occurrence, les États-Unis — voudrait se retirer de l'ALENA. Cet article dit clairement que, dans ce cas, le Canada et le Mexique continueraient à appliquer l'accord. Bref, il s'agit de maintenir l'ALENA si nous en arrivons là, ce que j'estime improbable.

L'autre position des principaux membres de la Chambre de commerce, c'est qu'avec ou sans l'ALENA, nous devons faire deux choses. Nous devrions exploiter le plein potentiel de nos relations sur une base bilatérale. Par exemple, sur le plan de la connectivité...

**Mme Karen Ludwig:** Je vous remercie. *Gracias.*

Je voudrais passer à un autre sujet. Ma question s'adresse à M. Dade.

Au chapitre des déficits commerciaux des États-Unis, nous entendons souvent les Américains dire que l'ALENA est absolument désastreux pour eux. Toutefois, il s'avère à l'examen que les États-Unis ont un déficit commercial de 11,2 milliards de dollars avec le Canada, de 63 milliards avec le Mexique et de 319 milliards avec la Chine. Tout changement de l'ALENA risquerait en fait de creuser le déficit commercial avec la Chine. Cela étant, comment faire la distinction entre les incidences de l'ALENA sur les emplois aux États-Unis et les conséquences sur ces emplois du rôle de la Chine et de la mondialisation dans les 25 dernières années?

**M. Carlo Dade:** J'ai deux points à vous présenter à ce sujet.

Le Bureau national de recherche économique des États-Unis a établi la pleine mesure de l'intégration commerciale. Mes collègues peuvent se joindre à moi ici parce que c'est une chose que nous disons tous tout le temps. Chaque dollar de biens ou de services que les États-Unis importent du Canada a 25 % de contenu américain. Ce pourcentage passe à 40 % dans le cas des importations provenant du Mexique. Le troisième pays sur la liste est la Malaisie avec 8 %. Et il faut tomber jusqu'à 4 % pour atteindre la Chine et à 1 ou 2 % pour arriver jusqu'à la Russie. Lorsque les États-Unis importent quelque chose du Canada ou du Mexique, il y a un lien direct avec des emplois américains. Nous en parlons tout le temps.

Sur le plan des déficits, les choses vont plutôt bien parce que le prix du pétrole est très bas. S'il devait remonter, le déficit américain serait bien plus élevé. Lorsque les Américains parlent de déficit, ils se limitent au commerce des marchandises, faisant abstraction du commerce des services. Nous avons un déficit au chapitre du commerce des services avec les Américains. Canadiens et Mexicains devraient rappeler aux États-Unis qu'ils se débrouillent très bien en ce qui concerne les emplois — nouveaux emplois, emplois de cols blancs, emplois du secteur du savoir — liés à ces relations avec nous. Il ne faut pas l'oublier.

L'investissement est un autre domaine dans lequel les États-Unis se portent fort bien. Considérez les investissements à Phoenix, où les

Canadiens ont injecté des milliards de dollars. J'y étais il y a deux semaines. J'ai été estomaqué par les sommes que les Canadiens y ont investies. Nous devons tenir compte de tous ces facteurs et ne pas les oublier lorsque nous parlons aux Américains.

• (1620)

**Mme Karen Ludwig:** Je vous remercie.

**Le président:** Merci, monsieur.

Je rappelle aux membres du comité qu'ils doivent penser aux questions qu'ils posent vers la fin de leur temps de parole parce que j'aimerais pouvoir faire participer tout le monde aujourd'hui. Nous nous débrouillons assez bien jusqu'ici. Nous avons terminé le premier tour et nous allons passer au second. Nous allons commencer par les libéraux. À vous, madame Lapointe.

Allez-y, la parole est à vous.

[Français]

**Mme Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être avec nous. C'est très apprécié. C'est une journée quand même importante et votre présence est d'autant plus appréciée.

Monsieur Robertson, plus tôt, vous avez parlé des visas mexicains. Ils ont été annulés le 1<sup>er</sup> décembre 2016. Vous avez mentionné le tourisme. Avez-vous des chiffres quant à l'effet de cette mesure sur le tourisme en provenance du Mexique, sur la circulation des voyageurs, et aussi quant aux conséquences que cela a eu sur les étudiants mexicains au Canada?

[Traduction]

**M. Colin Robertson:** Les premières statistiques touristiques mexicaines indiquent que les visites au Canada ont augmenté d'environ 60 à 80 %. Elles n'ont pas encore retrouvé leur niveau antérieur à l'imposition des visas, mais il y a quand même de gens qui viennent au Canada comme étudiants et comme visiteurs. Tout cela est encourageant, mais je pense que nous pouvons faire plus de promotion. Il y a des occasions à saisir pour les raisons mentionnées par les autres témoins.

[Français]

**Mme Linda Lapointe:** Selon vous, y aurait-il une façon de favoriser l'augmentation du nombre de touristes? Du travail devrait-il être fait au Mexique pour inciter les gens à nous visiter davantage et à avoir plus d'interactions économiques?

[Traduction]

**M. Colin Robertson:** Oui, madame. C'est exactement ce que nous avons besoin de faire. L'agence canadienne chargée de la promotion du tourisme et les gouvernements provinciaux devraient aller sur place pour dire aux gens que c'est toujours un bon moment pour visiter le Canada, comme le président l'a signalé dans son introduction. Nous savons que les Mexicains aiment voyager. Maintenant qu'ils n'ont plus à obtenir un visa, nous devrions leur faire remarquer qu'ils peuvent venir skier en hiver et que le pays est merveilleux en été. Le tourisme encouragera les gens à se dire: « Il serait peut-être bon d'envoyer là mes enfants pour qu'ils puissent étudier le français ou l'anglais pendant un an ou pour aller à l'université. »

Je crois qu'il y a un énorme potentiel. Le fait que nous ayons plus d'étudiants de pays tels que la Corée et la Malaisie que du Mexique est surprenant. Maintenant que nous avons M. Trump aux États-Unis, les Mexicains seront peut-être plus enclins à venir au Canada.

[Français]

**Mme Linda Lapointe:** Merci beaucoup.

Monsieur Dade, j'ai des questions pour vous. On a parlé des accords. Vous avez beaucoup parlé du Partenariat transpacifique. Vous disiez qu'il fallait s'en servir comme d'un guide pour la renégociation de l'ALENA. Vous n'avez pas parlé de l'AECG. Avez-vous étudié l'accord avec l'Union européenne? Qu'est-ce qu'on pourrait en tirer et éventuellement appliquer au nouvel accord de l'ALENA?

**M. Carlo Dade:** Dans l'AECG, il y a quelques aspects de libre-échange que l'on peut utiliser dans les discussions pour l'ALENA.

Je ne fais pas une analyse exacte. J'ai évoqué le PTP et le renouvellement. C'était une politique des États-Unis d'utiliser le PTP pour moderniser l'ALENA. Les liens entre le PTP et l'ALENA sont donc plus clairs. C'est un peu plus difficile en ce qui concerne l'AECG.

Je n'ai entendu aucune déclaration de la part du gouvernement du Canada, à savoir si on peut utiliser l'AECG pour le renouvellement de l'ALENA de la manière dont les Américains ont utilisé le PTP.

• (1625)

**Mme Linda Lapointe:** Dans un autre ordre d'idées, devrait-on continuer le PTP avec 11 pays, étant donné que les États-Unis ont clairement dit qu'ils n'y participeraient pas? Devrait-on continuer dans cette voie?

[Traduction]

**M. Carlo Dade:** Je vais passer à l'anglais pour que tout le monde comprenne.

**Mme Linda Lapointe:** C'est très bien, je comprends.

**M. Carlo Dade:** Cette question nécessitera une assez longue réponse. Nous venons de procéder à un exercice de modélisation sur PTP 11, c'est-à-dire un PTP sans les États-Unis.

Sur les 11 pays, le Canada se classerait deuxième, après le Mexique, au chapitre des avantages. Essentiellement, nous accaparons une part du marché américain en Asie par suite de l'absence des États-Unis. Chacun des 12 pays d'origine se porterait mieux, à l'exception des États-Unis, qui subirait des pertes. Si nous voulons persuader les Américains de revenir à la table de négociation multilatérale, si nous voulons les ramener à la voie du bon sens, c'est à mon avis le seul moyen dont nous disposons pour le faire.

Les Américains se tirent une balle dans le pied en se retirant du PTP. Il y a des preuves claires à cet égard. Comme nous pouvions nous y attendre, nous avons reçu des appels d'Australie, de Nouvelle-Zélande et du Japon au sujet de notre exercice de modélisation. Nous avons également reçu des appels du cabinet du secrétaire Ross. Nous en avons eu aussi de la part de membres du Congrès. L'idée d'un PTP 11 et du tort qu'il ferait aux États-Unis commence à faire son chemin à Washington. Cela nous aidera aux négociations de l'ALENA. Cela nous donne quelque chose à opposer au gouvernement Trump s'il veut complètement chambarder les règles du jeu en matière de commerce pour favoriser les Américains et désavantager tous les autres.

**Le président:** Merci, monsieur.

Nous allons maintenant passer aux conservateurs.

À vous, monsieur Ritz. Vous avez la parole.

**L'hon. Gerry Ritz:** Merci, monsieur le président.

Merci, Carlo. Nous avons eu une petite discussion au début de la réunion. Je dis exactement la même chose depuis un an. L'ancien représentant américain au commerce Mike Froman a lui aussi dit que le PTP représente la version 2.0 de l'ALENA. Si nous voulons perfectionner l'ALENA, le PTP constitue le meilleur moyen pour le faire. Par conséquent, vous avez parfaitement raison de dire que les Américains ne se tirent pas seulement une balle dans le pied. En réalité, ils se tirent des balles dans les deux pieds en se retirant.

Il est donc encore plus important pour le Mexique et le Canada de se concerter, de ratifier le PTP et d'aller de l'avant sans les Américains. Les deux pays seront ainsi plus forts lorsqu'ils négocieront l'ALENA avec les Américains parce qu'ils pourront parler d'autres corridors commerciaux, par exemple, avec le Japon, qui est le joyau de la couronne. Le Mexique envisage-t-il cela sérieusement? À l'occasion des prochaines réunions de l'APEC au Vietnam, nous avons exercé des pressions sur le nouveau gouvernement libéral canadien pour qu'il ratifie le PTP. Il n'y a rien qui puisse nous ralentir. Carlo a lui aussi avancé le même argument.

Je m'adresse au monsieur qui nous parle du Mexique. Envisagez-vous sérieusement cela? Vous aurez des élections l'automne prochain. Le problème de l'ALENA ne sera pas résolu d'ici là, mais vous pouvez certainement ratifier le PTP en attendant.

**M. Armando Ortega:** Oui, absolument. La position officielle du gouvernement mexicain, qui vient d'être confirmée il y a deux semaines, c'est que Mexico exercera des pressions en faveur d'un PTP 11 à cette importante réunion qui doit se tenir en Asie.

**L'hon. Gerry Ritz:** Bonne nouvelle.

**M. Armando Ortega:** Je crois que c'est vraiment dans l'intérêt du pays. Le gouvernement mexicain a cependant ajouté que si, pour une raison ou une autre, le PTP 11 se révèle impossible à réaliser — vous vous souviendrez qu'à l'origine, le Japon était réticent —, nous devrions songer à d'autres possibilités avec le Canada, comme l'Alliance pacifique. C'est la position officielle, et je suis bien d'accord qu'elle est dans l'intérêt du pays.

**L'hon. Gerry Ritz:** Même avec un PTP 4 ou 5, le Japon a déjà ratifié, de même que la Nouvelle-Zélande. L'Australie y travaille et est sur le point de le faire. Avec le Mexique et le Canada, les principaux joueurs seraient partants. Qu'il s'agisse d'un PTP 11 ou 6, il est dans l'intérêt du Canada et du Mexique d'avoir cet accord à montrer au cours des négociations de l'ALENA.

Monsieur Gómez.

**M. Agustín Barrios Gómez:** Excusez-moi. J'avais coupé mon micro pour qu'Armando puisse répondre.

**L'hon. Gerry Ritz:** Je le fais pendant la période des questions.

**Une voix:** Non, ce n'est pas vrai.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Agustín Barrios Gómez:** J'ai eu des contacts avec notre Sénat, qui aurait la responsabilité de ratifier le PTP. À l'heure actuelle, ce n'est pas une priorité, même si je suis tout à fait d'accord avec vous, monsieur. Je crois personnellement que nous devrions ratifier l'accord immédiatement. Je pense que nous devrions assumer un rôle de leadership.

Je sais que nous avons la capacité institutionnelle nécessaire à notre ministère des Affaires étrangères. J'espère que nous le ferons.

•(1630)

**L'hon. Gerry Ritz:** Mme Ramsey a parlé tout à l'heure de l'étiquetage du pays d'origine. J'ai beaucoup travaillé là-dessus pour trouver des gens d'optique commune, surtout dans le monde des affaires des États-Unis. Monsieur Ortega, vous avez dit que vous le faites aussi. Au cours de ce travail, et maintenant dans le cadre de l'ALENA, nous avons déterminé que le Canada est le premier partenaire commercial de 35 États, et le second partenaire de 13 autres.

Est-ce que le Mexique a fait les mêmes calculs?

**M. Agustín Barrios Gómez:** Oui. En fait, il y a 23 États américains pour lesquels le Mexique est soit le premier soit le deuxième partenaire commercial. Nous avons déterminé les intervenants en cause. Malheureusement — et je crois que cela s'applique d'une façon générale —, nous sommes loin d'en avoir fait assez. Nos efforts ont été vraiment minimes, à mon avis, au chapitre de la coordination.

Ce sont des domaines dans lesquels nous pouvons certainement collaborer avec les Canadiens. Il est ridicule que nous ne l'ayons pas déjà fait.

**L'hon. Gerry Ritz:** Je suis d'accord avec vous. Il n'y a pas de raison de ne pas comparer nos listes pour être en mesure d'attaquer sur deux fronts. Voilà ce que nous pouvons tirer de l'ALENA si le Canada et le Mexique agissent d'une manière concertée. Nous pensons au Texas et à la Californie, qui sont tous les deux très important pour nous. Je suis sûr qu'ils figurent aussi en tête de votre liste. Nous devrions comparer. Si vous avez cette liste, il serait bon de nous la communiquer.

**M. Agustín Barrios Gómez:** Oui. Je dis constamment aux responsables de nos ministères des Affaires étrangères et du Commerce que je veux voir toutes les camionnettes F-150 arborer sur leur parechoc un autocollant portant l'inscription: « Ceci est un emploi de l'ALENA ».

**L'hon. Gerry Ritz:** Oui. Parallèlement, nous allons avoir aux États-Unis les élections à mi-mandat. Encore une fois, n'oublions pas que toute politique est locale. Nous devrions conjuguer nos efforts pour dire: « Voici le volume de commerce venant de tel État, et voilà ce que vos représentants et vos sénateurs doivent mentionner. » Je crois qu'il serait vraiment très important de faire en sorte que ce message de la base parvienne à Washington.

**Le président:** Merci, monsieur Ritz.

**M. Carlo Dade:** Nous avons la liste. Nous l'avons établie non par État, mais par région métropolitaine américaine. Nous parlons du commerce Canada-États-Unis. Nous devons cesser de dire que nous sommes le premier partenaire commercial de tel ou tel État parce que je crois que c'est vraiment futile. Le principal partenaire commercial d'un État ne représente probablement que 1 % du PIB de l'État. Ce n'est pas la même chose lorsqu'on parle des régions métropolitaines.

**L'hon. Gerry Ritz:** Vous avez raison.

**M. Carlo Dade:** Nous avons la liste pour le Canada et le Mexique. Nous savons qui sont les plus importants partenaires à New York, Cincinnati, la Nouvelle-Orléans, etc.

**Le président:** Merci, monsieur. Ce sont de très bons arguments. Lors de la visite de notre comité au Colorado, nous nous sommes entretenus avec le maire de Denver, qui connaît bien l'importance du commerce entre nos pays. Tous les niveaux sont importants.

Nous passons maintenant au côté des libéraux.

Monsieur Peterson, vous avez la parole pour cinq minutes.

**M. Kyle Peterson (Newmarket—Aurora, Lib.):** Merci, monsieur le président. Je remercie aussi tous ceux qui se sont joints à nous cet après-midi.

Monsieur Dade, ma première question est pour vous. Je vous prie de transmettre mes hommages à Martha Hall Findlay. Avant qu'elle ne soit élue députée de Willowdale, elle avait été candidate dans ma circonscription, Newmarket—Aurora, en 2004. Je la connais donc depuis un certain temps. Je vous prie de lui transmettre mes salutations quand vous en aurez l'occasion.

Je voudrais donner lecture d'un passage d'un document de recherche publié par l'École de politique publique de l'Université de Calgary. Vous le connaissez sans doute. Je cite:

Des rapports plus étroits avec le Mexique aideront aussi le Canada à renforcer sa position de négociation avec les États-Unis. Les deux pays peuvent faire efficacement contrepois aux États-Unis dans les domaines d'intérêt commun.

Cela semble être l'avis de la plupart des gens ici. J'aimerais creuser un peu ce sujet. Dans quels domaines d'intérêt commun nos deux pays devraient-ils collaborer plus étroitement pour renforcer leur position négociation vis-à-vis des États-Unis?

Je vais commencer par M. Dade, mais les autres témoins peuvent aussi intervenir s'ils le souhaitent.

**M. Carlo Dade:** Premièrement, il y a l'importance globale des relations et la possibilité de transmettre le message aux régions métropolitaines et aux circonscriptions des États-Unis. Nous travaillons ensemble. Par exemple, notre consul général à Dallas — Colin pourrait peut-être en parler aussi — collabore avec les consulats généraux du Mexique. Il y en a trois au Texas. Nous en avons un seul qui s'occupe du Texas, du Nouveau-Mexique, de l'Oklahoma, de l'Arkansas et de la Louisiane. La situation est cependant assez singulière dans le cas des Mexicains. Certains de leurs consulats généraux ont une très forte présence diplomatique tandis que d'autres sont incroyablement faibles, ne s'occupant presque exclusivement que de questions consulaires. Bref, là où c'est possible, nous travaillons ensemble.

En ce qui concerne l'accord commercial, l'agriculture et les règles d'origine en Amérique du Nord constituent le deuxième domaine. Pour ce qui est des produits laitiers, la première préoccupation des Américains n'est pas la gestion de l'offre. Voici la dernière étude de Martha Hall Findlay sur la gestion de l'offre. Elle sera rendue publique dans une semaine, et je suis censé la faire mousser. C'est en fait une excellente étude. Les Américains s'inquiètent surtout de l'accès au marché mexicain des produits laitiers. C'est vraiment leur première priorité. Si nous nous inquiétons de nos producteurs laitiers et que les Américains s'inquiètent de leur accès au Mexique, ne devrions-nous pas en discuter avec les Mexicains?

Ce n'est qu'un seul exemple.

•(1635)

**M. Kyle Peterson:** Exactement. Merci pour cette réponse.

Monsieur Gómez, monsieur Ortega, monsieur Robertson?

**M. Armando Ortega:** Je vais simplement répéter que le Canada et le Mexique devraient travailler ensemble pour défendre le mécanisme de règlement des différends. C'est essentiel. Nous pouvons également conjuguer nos efforts dans le domaine des règles sanitaires et phytosanitaires. Je suis bien d'accord au sujet des règles d'origine car, en fin de compte, nous devons viser à faire de l'Amérique du Nord la région la plus compétitive du monde. J'espère que les Américains le comprendront au cours des négociations.

**M. Agustín Barrios Gómez:** Pour revenir à l'étiquetage du pays d'origine, c'est une question à laquelle nous pouvons nous atteler, de même qu'aux marchés publics. Nous devons travailler ensemble sur les marchés publics avec les États-Unis.

**M. Kyle Peterson:** Je vous remercie.

Monsieur Robertson, avez-vous quelque chose à ajouter?

**M. Colin Robertson:** Je dirai que le commerce est important, mais je crois qu'il est encore plus important de penser à l'ensemble du système libéral international fondé sur des règles et à son architecture, que ce soit dans l'optique de l'Organisation mondiale du commerce, des Nations unies... À l'heure actuelle, le système est en quelque sorte en état de siège. Des pays comme le Canada et le Mexique en ont bénéficié. Nous devons travailler ensemble, de concert avec les pays démocratiques d'optique commune, pour consolider le système.

Par conséquent, oui, l'ALENA constitue effectivement le défi immédiat, mais je crois que le défi qu'affronte le système dans lequel nos deux pays ont prospéré est encore plus important. Nous devons maintenant nous en occuper aussi, en partenariat avec les pays d'optique commune.

**M. Kyle Peterson:** D'accord. Je vous remercie.

Très brièvement, parce que je crois qu'il ne me reste qu'une demi-minute, pouvez-vous me dire, monsieur Gómez, si le Canada et le Mexique pourraient prendre conjointement d'autres initiatives si, pour une raison ou une autre, et l'ALENA et le PTP tombaient à l'eau?

**M. Agustín Barrios Gómez:** La première chose que nos deux pays doivent établir très clairement, c'est que, sans les États-Unis, l'ALENA peut continuer avec le Mexique et le Canada. Nous devons être parfaitement clairs à ce sujet. Cela figure dans le texte du traité. Si un partenaire se retire, c'est son choix, mais les deux autres maintiennent les mêmes relations. Nous ne l'avons pas suffisamment dit et proclamé. Nous devons vraiment le faire.

**M. Kyle Peterson:** D'accord, je vous remercie. Je crois que mon temps est écoulé. Je vous remercie de votre témoignage.

**Le président:** Merci, monsieur Peterson.

Nous allons maintenant passer du côté des conservateurs.

Monsieur Van Kesteren, la parole est à vous pour cinq minutes.

**M. Dave Van Kesteren (Chatham-Kent—Leamington, PCC):** Merci, monsieur le président. Merci à tous pour une discussion très intéressante.

Il y a cependant une chose qui me trotte dans la tête. Ce sont les 49 % ou, disons, les 50 % qui ont voté pour Donald Trump. Nous pouvons discuter du libre-échange. Je crois que tout le monde ici conviendra que le commerce est une très bonne chose, que le libre-échange est parfaitement sensé, mais il y a énormément de gens qui ont perdu tout espoir de ce côté.

Monsieur Gómez, j'ai beaucoup apprécié votre idée d'autocollant à apposer sur le parechoc des camionnettes, mais je dois vous dire que si vous conduisez votre F-150 dans le sud de l'Ohio, vous suscitez une réaction exactement contraire à celle que vous attendez.

Voici ce qu'il en est. J'apprécie aussi, monsieur Dade, ce que vous avez dit au sujet du revirement qu'il pourrait y avoir au Congrès. Je crois que cela se produit déjà, mais je viens de lire un article — c'était ce matin, je crois, j'essaie maintenant de le retrouver — qui parle de 3 millions de personnes qui sortiraient armées dans les rues si on tentait de destituer Trump. Voilà à quel point ces gens sont furieux. Nous ne pouvons pas faire abstraction de ce qui a donné

naissance à cette situation: il s'agit de l'effondrement du Midwest américain. Je crois que chacun d'entre nous devrait aller parcourir cette région en voiture. Je l'ai fait. Allez tout simplement rouler dans le Midwest pour voir ce qui met ces gens en colère.

Nous devons reconnaître que nous ne parlons pas ici du Mexique, du Canada ou d'un autre petit pays. Nous parlons d'un pays qui, lorsque j'ai été élu pour la première fois, avait 26 % du PIB mondial. Ses forces armées dépensent plus d'argent que les 13 premiers pays du monde combinés, y compris la Russie, la Chine et tous les autres. C'est énorme. Nous avons évoqué quelques merveilleuses idées. Nous avons parlé des cas où les Américains ne se sont pas montrés très équitables. Nous avons parlé de Donald Trump... mais je pense que ce n'est qu'un phénomène. C'est avec les forces qu'il a derrière lui que nous devons composer. Je me demande simplement si quelqu'un veut aborder ce sujet car nous devons en discuter et essayer d'arranger les choses avant de nous asseoir à la table et d'entreprendre la renégociation de l'ALENA.

• (1640)

**M. Carlo Dade:** Nous ne réussirons pas à arranger les choses. Les adversaires convaincus de l'ALENA, ces gens qui ne croient plus du tout au libéralisme, je ne crois pas que nous puissions les amener tous à changer d'avis.

J'étais à Washington lors de la cérémonie d'entrée en fonction du président Trump. Ce qui m'a le plus frappé, dans la rue, dans le métro, c'est à quel point les partisans de Trump sont en colère. Ils venaient de remporter les élections. Ils avaient perdu le vote populaire, mais ils avaient quand même gagné. On avait affirmé que les élections seraient truquées et qu'ils n'avaient aucune chance de gagner. Ils ont pourtant gagné, mais ils sont quand même furieux.

**M. Dave Van Kesteren:** C'est justement ça. Ils sont encore furieux maintenant parce qu'ils avaient espéré que les choses allaient changer, que certaines de ces...

Ce n'est pas contestable. Nous avons parcouru tout le Canada et avons partout entendu le même argument, de la part non des partisans de Trump, mais de tous ceux qui croient que le libre-échange n'est pas une bonne affaire. Ces gens sont nombreux, mais je m'inquiète davantage de ceux du Midwest américain.

**M. Carlo Dade:** Voilà le problème, néanmoins. Lorsqu'on considère les partisans de Trump, ils étaient aussi furieux à propos de l'Obamacare. Puis ils se sont aperçu peu à peu que des gens allaient perdre leur assurance-santé. Beaucoup de gens s'en fichaient puisqu'ils ont quand même voté pour Trump. Toutefois, certains d'entre eux y ont repensé quand ils ont pu voir les conséquences. Des choses abstraites sont alors devenues concrètes. Nous n'arriverons pas à amener tous les opposants convaincus à changer d'avis au sujet du libre-échange. Nous ne persuaderons pas les vrais adversaires de l'ALENA, mais nous toucherons peut-être ceux qui se situent à la périphérie, ceux qui n'avaient pas vraiment réfléchi et qui n'avaient pas mesuré les pleines conséquences de leur vote. Voilà les gens que nous pourrions peut-être persuader en allant les voir dans leur circonscription. Nous pouvons aussi aller dans les usines parler directement des emplois.

Nous voyons également cela aux États-Unis...

**M. Dave Van Kesteren:** Cela ne marche pas encore parce que je rencontre des membres du Congrès qui sont hués lorsqu'ils vont voir leurs électeurs...

**M. Carlo Dade:** Je rencontre des membres du Congrès qui parlent de l'ALENA après avoir entendu tous les reproches que leur font leurs électeurs: « Un instant s'il vous plaît. Lorsque vous nous avez parlé de l'ALENA, vous n'avez jamais mentionné que c'est mon emploi que je risque de perdre, vous n'avez jamais dit que le commerce est en jeu. » On voit aussi des gens qui ont voté pour Trump, mais qui sont mariés à des immigrants clandestins. Ils ne s'étaient pas rendu compte que c'est leur conjoint qui risquait d'être expulsé. Soudain, ils en prennent conscience et s'aperçoivent qu'en votant pour Trump dans un moment de colère, ils n'avaient peut-être pas été très sages.

**M. Dave Van Kesteren:** Je n'ai pas beaucoup de temps, et je...

**Le président:** Je me permets de vous interrompre ici parce que je vois que M. Robertson a quelque chose à dire. J'espérais qu'il pourrait faire un petit commentaire pour terminer.

**M. Dave Van Kesteren:** C'est peut-être la même chose.

Monsieur Robertson.

**M. Colin Robertson:** Je voulais juste dire que nous avons beaucoup à faire au chapitre de l'adaptation du commerce. Au Canada, nous avons un bon filet de sécurité grâce à l'assurance-maladie, aux soins universels et à la formation professionnelle administrée par les provinces. Les choses sont très différentes aux États-Unis.

**M. Dave Van Kesteren:** C'est vrai.

**M. Colin Robertson:** Les situations sont différentes. Même s'il nous arrive de critiquer vertement notre système, nous devons reconnaître qu'il est nettement supérieur au système américain. Nous devons cependant faire attention. Le prochain accord devra tenir compte de l'adaptation du commerce. Cela s'appliquera surtout aux États-Unis car, soyons réalistes, la marée montante a avantagé beaucoup de yachts, mais a laissé en rade une multitude d'autres bateaux. Nous devons en tenir compte dans les accords commerciaux futurs, sans quoi nous n'en aurons pas beaucoup.

**M. Dave Van Kesteren:** C'est un bon point.

Mon temps est-il écoulé?

**Le président:** Très largement. Même si vous êtes Hollandais, vous n'en aurez pas plus.

Nous allons maintenant passer au NPD.

Madame Ramsey, vous avez trois minutes.

**Mme Tracey Ramsey:** Je vais en fait poursuivre dans la même veine que mon collègue. C'est une chose que nous devons essayer d'arranger. Nous affrontons cette situation à cause des travailleurs laissés pour compte. Nous devons parler de l'équité en matière de commerce. Nous devons parler de la façon dont cela se répercute sur les travailleurs et les collectivités. Si les changements impliquent une transition à d'autres genres d'emplois, s'il faut leur expliquer à quel point leurs emplois dépendent de l'ALENA...

Je conduis une camionnette F-150. J'ai construit des moteurs de F-150 à Windsor, en Ontario. J'adore l'idée de l'autocollant. Je crois que c'est important. Nous devons raconter l'histoire du commerce d'une manière positive. Lors de la renégociation, nous devons penser aux inégalités. Nous devons nous y attaquer de front et essayer d'y remédier parce que les gens ont réagi à ces inégalités. C'est la meilleure façon de progresser pour une nation commerçante comme la nôtre. Cela est incroyablement important parce que nous devons faire le commerce avec d'autres pays.

Ma question concerne le chapitre sur la main-d'oeuvre et la façon dont nous pouvons inclure les droits des travailleurs afin qu'il soit

possible de négocier collectivement la meilleure rémunération et les meilleures conditions de travail qui permettront de rendre équitable les règles du jeu dans nos pays. Dans quelle mesure les travailleurs mexicains peuvent-ils s'organiser et négocier collectivement pour obtenir de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail?

• (1645)

**M. Agustín Barrios Gómez:** J'étais député d'un parti du centre-gauche au cours d'une législature précédente. Le droit de s'organiser et de faire la grève est parfaitement protégé au Mexique. Le problème, c'est que les responsables syndicaux se soucient bien plus de se remplir les poches que de protéger les droits des travailleurs. Sur le plan interne, ce sont des institutions démocratiques, mais le régime féodal qui règne dans nos syndicats bénéficie en général de l'appui des travailleurs, ce qui constitue un problème.

Le parti que je représentais préconise maintenant une augmentation radicale du salaire minimum au Mexique. Je parle d'une hausse de près de 200 %, qui serait évidemment échelonnée sur une certaine période. Je crois que nous allons devoir réfléchir encore à ces questions.

Je voudrais revenir à la défense du commerce en tant que droit car, sur le plan idéologique, je crois que nous avons manqué à nos devoirs. Le commerce est un droit. Par nature, il est équitable dans la mesure où il est volontaire. Si nous permettons aux gens de dire « Je crois que tous ces gens bruns bénéficient de subventions » — je parle évidemment des États-Unis —, ou encore « Je n'aime pas que tous ces gens bruns obtiennent de l'aide sociale », nous allons laisser ces horribles préjugés s'établir avec les ans.

Ensuite, ces gens favorisent le protectionnisme, alors que le protectionnisme n'est qu'une forme d'aide sociale financée par les consommateurs. Les subventions que les gens demandent sont de la même nature que l'aide sociale. Nous ne pouvons pas les laisser affirmer que le protectionnisme ne coûte rien. En fait, il est très coûteux. Les gens perdent leur emploi et le bien-être général de la population diminue parce que les gens ne peuvent plus acheter les biens qu'ils veulent.

**Le président:** Merci, monsieur.

Nous allons terminer. Il ne reste plus qu'un seul député sur la liste.

Monsieur Longfield, je vous souhaite la bienvenue. Vous êtes le député de Guelph. Nous sommes heureux que vous ayez décidé de vous joindre à notre très ambitieux groupe... Je vais m'abstenir d'ajouter trop de qualificatifs pour décrire notre comité.

**Une voix:** Le meilleur comité de la Colline...

**Le président:** Voilà. C'est le meilleur comité de la Colline.

Monsieur Longfield, vous avez les cinq dernières minutes.

**M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins de leur présence. Je suis très heureux d'écouter cette partie de vos délibérations parce que je siège au Comité de l'industrie, des sciences et de la technologie ainsi qu'au Comité de l'agriculture, où le commerce joue un rôle important.

Je voudrais commencer par une question à M. Ortega. J'ai déjà été président de la Chambre de commerce de Guelph et membre du conseil d'administration de la Chambre de commerce de l'Ontario. Je connais donc la valeur du réseau des chambres de commerce.

La mobilité de la main-d'oeuvre est une question à laquelle la Chambre de commerce du Canada s'est beaucoup intéressée, du moins de notre côté de la frontière. Nous essayons aussi d'améliorer la mobilité entre le Canada et le Mexique. Nous devons examiner cette question au niveau bilatéral. Pouvez-vous me dire brièvement ce que vous en pensez?

**M. Armando Ortega:** C'est certainement un domaine dans lequel l'ALENA peut apporter d'énormes changements. Entre le Mexique et le Canada, nous avons le programme des travailleurs temporaires qui existe depuis près de 40 ans et qui permet à nos gens de travailler dans votre secteur agricole.

Toutefois, je crois que le Mexique est aujourd'hui apte à fournir, dans un cadre plus officiel — l'ALENA ou une autre entente bilatérale —, des travailleurs qualifiés, des membres de professions libérales, des médecins, etc. Nous devrions étudier cette possibilité aussi bien dans le cadre de l'ALENA qu'au niveau bilatéral. Il n'y a absolument rien qui nous empêche de le faire.

**M. Lloyd Longfield:** Je vous remercie.

À mon avis, l'AECG est un exemple d'accord commercial progressiste que nous venons de signer et qui pourrait servir de modèle.

Comme je ne dispose que de peu de temps, je voudrais adresser quelques questions à M. Dade et à M. Ortega, sans vouloir exclure M. Barrios Gómez ou M. Robertson. Nous pouvons penser aux sociétés canadiennes qui travaillent au Mexique ou aux sociétés mexicaines qui ont des activités au Canada, comme Dina et Motor Coach à Winnipeg, Linimar à Guelph, qui a des bureaux au Mexique et s'occupe de pièces automobiles, ou encore Grupo Bimbo et Canada Bread, qui ont été mentionnées plus tôt.

Que pouvons-nous faire pour amener ces entreprises à considérer les avantages des ententes bilatérales et à comprendre qu'en vertu de l'article 2205, ces ententes resteraient en vigueur? Où en sommes-nous à cet égard?

• (1650)

**M. Carlo Dade:** Je crois que c'est une question à poser au ministre du Commerce international, qui saurait quelles mesures de promotion ont été prises.

Je noterai, au sujet des sociétés canadiennes qui ont des activités au Mexique, que les exemples que vous avez mentionnés sont beaucoup trop peu nombreux. Nous n'avons pas été très actifs sur le marché mexicain.

**M. Lloyd Longfield:** Oui.

**M. Carlo Dade:** Nous nous classons quatrièmes au Mexique pour ce qui est du bois d'oeuvre résineux.

Il y a deux ans, nous sommes allés voir les responsables de l'Association forestière de l'Alberta. Nous leur avons dit: « La question du bois d'oeuvre résineux se pose encore une fois. Vous pensez trouver des débouchés en Asie, mais pourquoi sommes-nous

au quatrième rang au Mexique, après le Chili et le Brésil? » Ils ont simplement haussé les épaules.

Les entreprises canadiennes n'ont pas relevé le défi et n'ont pas saisi les occasions qui s'offrent au Mexique. Ce n'est la faute ni du présent gouvernement ni de celui qui l'a précédé. La responsabilité incombe au secteur privé canadien, qui a eu la vie trop facile aux États-Unis.

**M. Lloyd Longfield:** Il arrive que des occasions s'offrent lorsqu'il y a des changements. Dans l'agroalimentaire et les produits de la mer, les importations mexicaines en provenance du Canada ne représentent que 7 %. Notre part de ce marché de 25 milliards de dollars ne s'élève qu'à 1,7 milliard. Nous devons songer à ce que nous pouvons faire ensemble ainsi qu'au moyen d'affronter conjointement le reste du monde, au-delà des rivages nord-américains.

Y en a-t-il d'autres qui aient quelque chose à ajouter? Je crois que le comité peut s'occuper de cette question.

**M. Agustín Barrios Gómez:** Je suis d'accord avec Carlo. Je crois que nous n'avons pas vraiment tiré parti des occasions que nous aurions pu partager. C'est surtout parce que nous n'avons pas établi des liens appropriés.

Je suis très heureux d'apprendre que des membres du comité viendront en visite au Mexique. Nous serons enchantés de vous voir. Je pense que c'est un excellent premier pas.

**M. Lloyd Longfield:** La Chambre de commerce de Winnipeg a beaucoup travaillé au niveau international. Elle a été active un peu partout dans le monde, mais, pour concentrer ses efforts sur le Canada et le Mexique, je crois qu'il faudrait lui lancer le défi et mobiliser son réseau des deux côtés de la frontière.

**M. Carlo Dade:** À mon avis, le Manitoba est un chef de file au Canada au chapitre des contacts avec l'extérieur. CentrePort est un modèle pour le reste du Canada, ayant tiré parti des propositions du gouvernement précédent et de son initiative de financement et ayant incité les fournisseurs mexicains à utiliser Winnipeg comme base pour la distribution en Amérique du Nord.

**M. Lloyd Longfield:** Ainsi, nous sommes mieux équipés pour aborder les négociations avec les États-Unis.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci à vous, monsieur Longfield. Nous avons entendu de bonnes questions et de bons commentaires.

Messieurs, vous nous avez présenté aujourd'hui d'excellents exposés qui tombent vraiment à point. Nous vous remercions pour le temps que vous nous avez accordé. Nous ferons de notre mieux pour venir vous rendre visite au Mexique. Nous transmettrons notre rapport final à tous les témoins cet automne. Si vous avez d'autres commentaires à formuler plus tard, nous serions heureux de les avoir parce que je suis sûr que beaucoup de choses se produiront d'ici là.

Je vous remercie encore de votre présence.

Mes amis, nous allons suspendre la séance pendant deux minutes, après quoi nous examinerons nos travaux futurs.

[La séance se poursuit à huis clos.]









Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>